



**Direction générale
de la cohésion sociale
(DGCS)**
Direction de
l'accompagnement et de
l'hébergement (DIRHEB)
BAP - Av. des Casernes 2
1014 Lausanne

Mémento no. 3a

J'entre en établissement médico-social (EMS) ou en home non médicalisé (HNM) :

quels sont les coûts et les aides financières ?

Vous entrez en établissement médico-social (EMS) ou en home non médicalisé (HNM) et vous vous posez la question du financement de l'hébergement. Les coûts ne doivent pas freiner votre décision d'entrer en établissement. Il existe des aides financières que vous pouvez solliciter.

Ce mémento explique de manière simple au futur résident ainsi qu'à sa famille et à ses proches comment fonctionne le financement de l'hébergement, quelles sont les conditions d'octroi d'aides financières et comment les demander.

Les établissements médico-sociaux accueillent les seniors ayant besoin de soins en raison de problèmes liés à leur santé physique ou psychique. Les homes non médicalisés hébergent les seniors nécessitant un accompagnement continu mais sans soins médicaux spécifiques.

Sommaire

Comment payer ma partie de la facture de l'établissement ?	p. 3
Que contient la facture de l'établissement ?	p. 4
Quelles sont les aides financières que je peux demander en cas de difficultés ?	p. 5

Trouver des informations supplémentaires

- Mémento no. 1 : Vivre à domicile (*suivra*)
- Mémento no. 2a : Entrée en établissement EMS ou HNM : comment procéder et à quoi faire attention ?
- Mémento no. 4 : Aide-mémoire pour les résidents et leurs proches, répondants et curateurs

Une autre série de Mémentos s'adresse au futur résident en établissement psycho-social médicalisé (EPSM) ou en pension psycho-sociale (PPS) et à sa famille.

Vous pouvez télécharger tous les Mémentos ici : www.vd.ch/mementos

Pour faciliter la lecture, le masculin générique est utilisé tant pour désigner les femmes que les hommes.

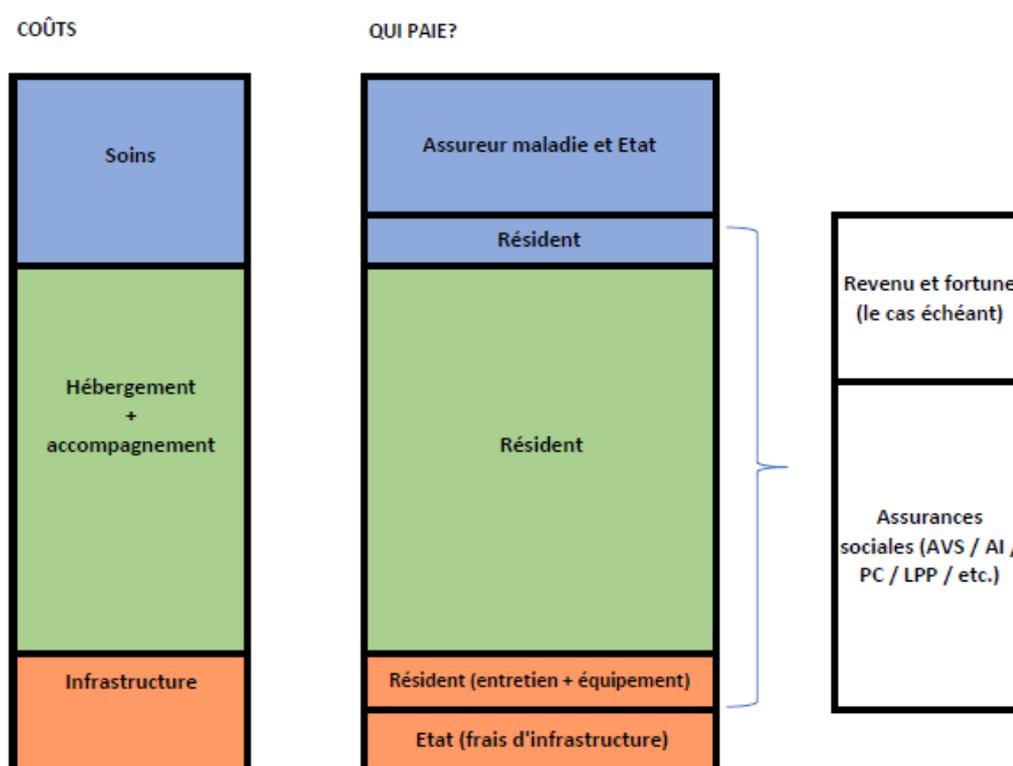
COMMENT PAYER MA PARTIE DE LA FACTURE DE L'ETABLISSEMENT ?

Dans le canton de Vaud, il existe des établissements d'hébergement non reconnus d'intérêt public et des établissements reconnus d'intérêt public (RIP). L'Etat peut participer au financement du séjour seulement pour les établissements RIP.

La majeure partie des établissements vaudois sont de tels établissements. Vous pouvez contacter le Bureau régional d'information et d'orientation qui dispose d'une liste avec ces établissements.

Leurs coûts sont répartis comme suit :

Exemple de financement du séjour en établissement médico-social



Assureur : comme le résident est assuré par l'assurance-maladie de base, l'établissement envoie la facture des soins directement à l'assureur.

Etat : son financement (soins et frais d'infrastructure) se fait directement entre l'Etat et l'établissement.

Résident : vous payez la partie de vos coûts à l'aide de vos revenus et fortune. Au besoin, les prestations complémentaires apportent un soutien financier, en prenant en compte les éléments suivants :

- l'intégralité de vos rentes : par exemple l'AVS, l'assurance-invalidité (AI), la prévoyance professionnelle (LPP)
- tout ou une partie de votre fortune : en établissement, 1/5^{ème} de votre fortune est retenue lorsque celle-ci dépasse CHF 30'000.- (pour les personnes seules) et CHF 50'000.- (pour les couples)
- le rendement de votre fortune (intérêts de comptes)

Si ces montants sont insuffisants et que vous pensez avoir besoin d'aides financières pour payer votre hébergement, veuillez choisir un établissement reconnu d'intérêt public. La majeure partie des établissements vaudois sont de tels établissements. Vous pouvez contacter le Bureau régional d'information et d'orientation qui dispose d'une liste avec ces établissements.

Vos enfants ne sont pas obligés de participer financièrement à vos coûts d'hébergement, à condition de ne pas avoir signé une reconnaissance de dette ou avoir reçu de donation (par exemple un usufruit à compenser).

Adresses utiles

<p>Bureau régional d'information et d'orientation de la région Lausanne Rue du Bugnon 4 1005 Lausanne 021 341 72 50 brio@rsrl.ch</p>	<p>Bureau régional d'information et d'orientation de la région La Côte Z.A La Pièce 1 Bâtiment A5 1180 Rolle 021 822 43 23 brio@rslc.ch</p>
<p>Bureau d'information et d'orientation de la région Nord Broye En Chamard 55 A 1440 Montagny près Yverdon 024 424 11 00 brio@rsnb.ch</p>	<p>Bureau régional d'information et d'orientation de la région Haut Léman Espace Santé Rennaz Rte des Tilles 6a 1847 Rennaz 021 960 19 19 brio@rshl.ch</p>

- En savoir plus sur les donations et les conséquences sur les aides financières : annexe de ce mémento

QUE CONTIENT LA FACTURE DE L'ETABLISSEMENT ?

La facture de l'établissement comporte plusieurs rubriques :

1. Le tarif socio-hôtelier journalier

Il comprend toutes les prestations de l'établissement répondant à vos besoins physiques, psychiques et sociaux, notamment :

- l'hébergement,

- la restauration (repas, collations, boissons),
- l'intendance (nettoyage des chambres et des locaux communs),
- la buanderie (entretien des vêtements lavables en machine, mise à disposition et entretien du linge de l'établissement),
- l'animation (prestations ordinaires telles que sorties, ateliers, activités en commun),
- l'administration (réception, comptabilité, facturation, gestion du personnel).

Pour chaque établissement, ce tarif est déterminé par un standard d'évaluation fixé par l'Etat.

2. La contribution aux charges d'entretien mobilières et immobilières

Elle concerne l'entretien courant du bâtiment et de son mobilier.

3. La participation aux coûts des soins courants

4. La totalité de l'allocation pour impotent si vous en bénéficiez (voir p. 9).

5. Les prestations ordinaires supplémentaires (POS)

Ces prestations sont nécessaires à la santé et au bien-être. Exemples : les transports médicaux, les travaux de couture, la manucure, la location de la télévision.

6. Les prestations supplémentaires à choix (PSAC)

Ces prestations sont choisies et négociées par vous ou votre famille pour améliorer uniquement votre confort. Exemples : lit avec confort particulier, repas consommés par les visiteurs, transports demandés par vous ou votre famille. Aucune aide ne peut être accordée pour le remboursement de ces frais.

Les tarifs des prestations ordinaires supplémentaires et les tarifs des prestations supplémentaires à choix sont en principe indiqués dans les annexes au contrat d'hébergement.

Adresse utile

- Consulter les tarifs socio-hôteliers journaliers selon établissement : www.vd.ch/soho

QUELLES SONT LES AIDES FINANCIERES QUE JE PEUX DEMANDER EN CAS DE DIFFICULTES ?

Il existe plusieurs aides permettant de financer le séjour en EMS et en HNM. Il s'agit des aides :

- destinées au financement du séjour (factures de l'établissement),
- destinées à l'aide individuelle pour tous les frais annexes (par exemple loyer, lunettes, moyens auxiliaires, etc.),
- spécifiques à votre situation financière et de santé.

1. Pour financer le séjour

ASSURANCE INVALIDITE (AI)

Les personnes résidentes qui n'ont pas encore atteint l'âge de la retraite doivent déposer une demande de prestations à l'assurance invalidité. L'Office de l'assurance-invalidité (OAI) du canton de Vaud est l'organe de décision.

Adresses utiles

- Télécharger le formulaire : www.ahv-iv.ch > Formulaires > Formulaires (plus) > Prestations de l'AI
- Contacter l'Office AI : www.aivd.ch/contact
- En savoir plus sur les prestations AI : www.aivd.ch > Bénéficiaires > En bref

PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES AVS/AI (PC AVS/AI)

Vous pouvez déposer une demande pour les prestations complémentaires AVS/AI si :

- vous êtes domicilié en Suisse,
- recevez des prestations de l'AVS ou de l'AI,
- avez une fortune inférieure à CHF 100'000.- (pour une personne seule) ou inférieure à CHF 200'000.- (pour un couple).

Des délais de carence sont applicables pour certains ressortissants étrangers.

Les prestations complémentaires AVS/AI sont déterminées sur la base d'un calcul comparant les revenus, y compris la partie de la fortune dépassant CHF 30'000.- (pour une personne seule) et CHF 50'000.- (pour un couple), et les dépenses reconnues. Lorsque vous possédez un bien immobilier dans lequel vous avez vécu ou votre conjoint continue à vivre, celui-ci est intégré dans le calcul de la fortune. Si vous avez fait donation d'une partie de votre fortune ou de votre logement, veuillez consulter les informations figurant dans l'annexe à ce mémento. Si vos revenus ne suffisent pas à couvrir vos dépenses reconnues, les prestations complémentaires AVS/AI prennent en charge la différence.

Faire la demande :

Vous pouvez demander les prestations complémentaires AVS/AI lors de votre entrée en établissement. La situation de votre conjoint qui continue à vivre à domicile est également prise en considération dans la détermination de votre droit. Dans ce cas, un calcul des prestations complémentaires AVS/AI est effectué séparément pour chaque conjoint. Si ces 2 calculs aboutissent à des octrois, chaque conjoint reçoit sa propre prestation complémentaire AVS/AI.

L'établissement ou l'agence d'assurances sociales de votre région de domicile peut vous renseigner sur les détails des calculs, vous fournir le formulaire et vous accompagner dans votre démarche. Ce soutien est gratuit et confidentiel.

La Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS (CCVD) est l'organe de décision.

Si votre droit à des prestations complémentaires AVS/AI est refusé, la Direction de l'accompagnement et de l'hébergement dépose automatiquement une demande pour l'aide

LAPRAMS (Loi d'aide aux personnes recourant à l'action médico-sociale) pour vous. L'aide LAPRAMS peut aussi intervenir pour financer des frais annexes (voir p. 8).

Adresses utiles

- Contacter l'agence d'assurances sociales de votre région de domicile : www.vd.ch/aas
- En savoir plus sur les prestations complémentaires : www.caisseavsvaud.ch > Assurances > PC > Prestations complémentaires
- Direction de l'accompagnement et de l'hébergement du Canton de Vaud :
tél. 021 316 52 21

REMBOURSEMENT DES FRAIS DE MALADIE ET D'INVALIDITE (RFM)

Les frais de maladie et d'invalidité qui ne sont pas couverts par une autre assurance et qui sont listés dans le catalogue RFM vaudois, sont remboursés dès le premier franc si vous êtes bénéficiaire des prestations complémentaires AVS/AI (voir p. 6). Il s'agit par exemple de la franchise minimale et des quotes-parts de l'assurance-maladie obligatoire, de certains frais dentaires et de transport.

Si vous n'êtes pas bénéficiaire des prestations complémentaires AVS/AI en raison d'un excédent de revenu, ces frais de maladie et d'invalidité sont remboursés après déduction de cet excédent.

Faire la demande :

Pour obtenir le remboursement de vos frais de maladie et d'invalidité, vous pouvez adresser vos factures originales directement à la CCVD à l'aide des formulaires de contacts sur son site Internet ou par courrier postal. Vous pouvez également les présenter à l'agence d'assurances sociales de votre région de domicile qui, après contrôle, les transmettra à la CCVD pour traitement. S'agissant de la franchise et des quote-parts laissés à charge par l'assurance-maladie obligatoire, vous recevez automatiquement la somme maximale remboursée de CHF 1'000.- pour l'année suivante (CHF 600.- en janvier, CHF 200.- en février et CHF 200.- en mars) à condition que vous vous résidiez en établissement au 1^{er} décembre de l'année précédente ou antérieurement.

Adresses utiles

- Consulter le catalogue RFM listant les frais de maladie et d'invalidité pris en charge dans le canton de Vaud : www.caisseavsvaud.ch > Assurances > PC > Remboursement des frais de maladie
- Formulaire de contact pour transmission numérique de vos factures à la CCVD : www.caisseavsvaud.ch/pc-rfm
- Adresse pour envoyer vos factures par courrier postal à la CCVD :
Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS
Rue des Moulins 3
1800 Vevey
- L'agence d'assurances sociales de votre région de domicile : www.vd.ch/aas

AVANCES IMMOBILIERES

Si vous êtes propriétaires, la Direction de l'accompagnement et de l'hébergement peut avancer des aides remboursables au sens de la loi d'aides aux personnes recourant à l'action sociales (LAPRAMS) garanties sur votre bien immobilier lorsque votre conjoint y réside ou :

- lorsque le remboursement de l'aide LAPRAMS est garanti par reconnaissance de dette.
- lorsque le remboursement de l'aide LAPRAMS est garanti par titre hypothécaire.
- à titre de cas de rigueur, lorsque les circonstances le justifient au sens de l'aide LAPRAMS.

Ces avances immobilières sont garanties par une cédule hypothécaire calculée sur la valeur vénale de l'objet. Elle est remboursable sans intérêt au moment de la réalisation du bien immobilier, au décès du conjoint qui y réside ou par les héritiers pour autant qu'ils tirent profit de la succession.

Faire la demande :

L'estimation du bien immobilier réalisée n'engendre pas de frais. En revanche, l'établissement de la cédule hypothécaire n'est pas gratuit. Les frais sont ajoutés à la dette à rembourser. Un gestionnaire de dossier spécialisé expert en immobilier se charge des estimations. Si vous souhaitez mandater un expert de votre choix pour l'estimation du bien immobilier, c'est à vous d'assumer les frais d'expertise.

Adresse utile :

- Direction de l'accompagnement et de l'hébergement du Canton de Vaud :
lapramsimmo.dgcs@vd.ch

2. Pour financer les frais annexes

L'AIDE LAPRAMS (LOI D'AIDE AUX PERSONNES RECOURANT A L'ACTION MEDICO-SOCIALE)

L'aide LAPRAMS permet de financer des besoins non couverts par le montant pour les dépenses personnelles (par exemple : frais liés au domicile, lunettes, frais de podologie) ou couvrir des frais ponctuels. Vous avez potentiellement droit à cette aide si :

- vous êtes domicilié dans le canton de Vaud avant votre entrée en établissement,
- vous êtes hébergé dans un établissement reconnu d'intérêt public,
- le montant mensuel forfaitaire pour vos dépenses personnelles de CHF 275.- ne suffit pas et votre fortune est inférieure à CHF 4'000.- (pour une personne seule) ou à CHF 8'000.- (pour un couple).

Lorsque votre conjoint continue à habiter à domicile, il a potentiellement droit à l'aide LAPRAMS si l'un des cas suivants se présente :

- les ressources de votre conjoint sont insuffisantes malgré les prestations complémentaires qui lui sont versées (voir p. 6).
- la fortune de votre couple est constituée seulement par la propriété de votre logement et vos ressources sont insuffisantes pour couvrir vos frais d'hébergement et les frais de votre conjoint à domicile.

- la fortune de votre couple est seulement constituée par la propriété du logement dans lequel vit votre conjoint.
- la fortune n'est pas ou plus réalisable (par exemple : le logement ne peut pas être vendu ou le capital d'assurance est bloqué).

Faire la demande :

Vous pouvez contacter une assistante sociale de la Direction de l'accompagnement et de l'hébergement.

Adresse utile

- Direction de l'accompagnement et de l'hébergement du Canton de Vaud :
tél. 021 316 52 21

3. D'autres aides

SUBSIDE A L'ASSURANCE-MALADIE

Selon votre revenu et votre fortune, le Canton de Vaud peut vous octroyer un subside pour financer une partie ou la totalité de votre prime d'assurance-maladie obligatoire. Cette aide financière ne concerne pas les assurances complémentaires.

Si vous êtes bénéficiaire des prestations complémentaires AVS/AI ou d'une avance des prestations complémentaires AVS/AI, vous avez automatiquement droit au subside. Vous n'avez pas besoin de faire une demande.

Faire la demande :

Vous pouvez faire une demande à tout moment. Votre conjoint qui continue à vivre à domicile peut aussi faire une demande.

Vous pouvez déposer votre demande à l'aide d'un formulaire en ligne. Vous pouvez aussi vous faire accompagner par l'agence d'assurances sociales de votre région de domicile. Ce soutien est gratuit et confidentiel.

Adresses utiles

- Estimer votre droit potentiel à un subside, remplir le formulaire de demande de subside en ligne, trouver la documentation clé : www.vd.ch/ovam
- Contacter l'agence d'assurances sociales de votre région de domicile : www.vd.ch/aas

ALLOCATION POUR IMPOTENT (API)

Pour bénéficier de l'allocation pour impotent, vous devez avoir besoin :

- d'une aide régulière et importante d'autrui pour accomplir les actes ordinaires de la vie (exemples : se lever, s'asseoir, se coucher, se déplacer, s'habiller, aller aux toilettes, faire sa toilette, manger).
- ou de soins permanents,
- ou d'une surveillance personnelle constante.

Le montant de l'allocation pour impotent accordé ne dépend pas de votre revenu ni de votre fortune mais est défini selon trois degrés de dépendance de l'aide d'autrui : faible, moyen ou grave. Par ailleurs, un délai de carence doit être observé.

Si vous bénéficiez d'une allocation pour impotent, l'établissement vous facture un montant équivalent à l'allocation pour impotent reçue, dès le début de votre hébergement. Ce montant vous est facturé en raison de l'aide et de la surveillance personnelle particulière dont vous avez besoin et qui sont dispensés par l'établissement.

Faire la demande :

Il est conseillé de faire une demande pour l'allocation pour impotent avant l'entrée en établissement. Votre médecin ou les professionnels de santé (par exemple, soins à domicile) peuvent vous soutenir dans les démarches à entreprendre.

Si vous ne bénéficiez pas encore de cette aide lors de votre entrée en établissement, vous devez informer l'établissement qui vous héberge. Celui-ci évaluera le besoin et déposera le cas échéant une demande auprès de l'Office de l'assurance invalidité (OAI).

Adresse utile

- En savoir plus sur l'allocation pour impotent : www.aivd.ch > Bénéficiaires > Plus de 25 ans > Allocation pour impotent